

"Le regard de la société sénégalaise sur la formation professionnelle évolue"

Interview de Mamadou Talla, ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat du Sénégal

Publié le 21 juin 2018 – Mis à jour le 20 mai 2019

Il se définit lui-même comme un pur produit de la formation professionnelle. Titulaire d'un baccalauréat « sciences et techniques industrielles » et du certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire technique et professionnel, Mamadou Talla enseigne l'électrotechnique au lycée de Diourbel avant de poursuivre son cursus universitaire en France. Un séjour durant lequel il participera notamment à la réforme du baccalauréat professionnel des métiers de l'électricité... Une vingtaine d'année plus tard, le voici ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat du Sénégal, un poste où il fait sien le slogan « Former, outiller et insérer ».



Quel a été votre rapport d'étonnement lorsque vous êtes arrivé à la tête de votre ministère ?

En 2012, avec le Président Macky Sall, nous étions persuadés qu'il était nécessaire de s'appuyer avec force sur les jeunes, les femmes et le monde rural pour assurer le développement économique et social du Sénégal. Et que pour

cela, la formation professionnelle devait jouer un rôle prépondérant. Pourtant, la formation technique et professionnelle ne concernait que 29 000 apprenants, répartis dans 11 lycées, alors que le pays comptait plus de 40 000 bacheliers et que de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur n'arrivaient pas à trouver du travail. À cela s'ajoute qu'ici beaucoup de jeunes n'ont jamais été scolarisés, ou sont déscolarisés très tôt, et que d'autres ne fréquentent qu'un *daara*[un centre d'éducation religieuse où est enseigné le Coran, ndlr.].

Lors de ma prise de fonction, je suis aussi retourné au lycée Limamoulaye de Guédiawaye, où j'ai été formé, puis au lycée Ahmadou Bamba de Diourbel, où j'ai enseigné. Là, j'ai retrouvé les mêmes machines, les mêmes méthodes pédagogiques, les mêmes outils didactiques... J'avais l'impression que rien n'avait bougé et que le chemin emprunté n'était pas le bon. Nos formations étaient très éloignées des besoins de l'entreprise et restaient un apprentissage de gestes sans cesse répétés : tournage, rabotage, fraisage, dessin industriel à la mine... Enfin, le Sénégal ne disposait d'aucun texte d'orientation sur la formation professionnelle et technique.

En 2012, il y a donc six ans seulement, le pilotage se faisait à vue, sans fil conducteur, au sein d'une direction ou d'un secrétariat d'État tantôt rattaché au ministère de l'Éducation nationale, tantôt à celui de l'Enseignement supérieur ou du Travail.

Au regard de ces premiers constats, quelle fut votre stratégie ?

Nous nous sommes dotés d'une loi d'orientation qui notifie très clairement nos missions comme nos objectifs afin de répondre aux enjeux de développement du Sénégal. Cette loi, en préparation depuis 2004 mais adoptée en 2013, réforme l'ensemble de notre système autour de deux objectifs principaux : nous éloigner, d'une part, d'une classe où les élèves restent statiques devant un tableau et répondre, d'autre part, aux besoins réels de notre économie. Nous restons en effet convaincus que c'est la qualification professionnelle d'un nombre élevé de jeunes qui permettra l'émergence du Sénégal. Pour cela nous avons lancé une concertation nationale débouchant sur la signature d'une charte. Celle-ci pose les bases de notre politique : nous n'allons plus former pour former mais pour répondre à des besoins identifiés en privilégiant les formations qualifiantes de courte durée préparant à des métiers qui recrutent.

Dans le cadre du **Plan Sénégal émergent**, nous avons ainsi lancé le dispositif Formation professionnelle pour l'emploi et la compétitivité qui vise à améliorer l'employabilité des jeunes et la performance des entreprises. Soutenu par la Banque mondiale et l'Agence française de développement, ce dispositif fonctionne sous forme de cluster et identifie trois nouveaux secteurs prioritaires : l'horticulture, l'aviculture et le tourisme.

Vous avez aussi développé l'apprentissage...

Nous avons effectivement mis en place un dispositif de formation école-entreprise, où les apprenants alternent situation de travail et formation. Cette solution présente deux avantages : pouvoir augmenter le nombre de personnes en formation en mobilisant les mêmes ressources en personnels et en infrastructures ; mieux répondre à l'adéquation entre formation et emploi puisque pour quatre cinquièmes du temps l'apprentissage se déroule au sein d'une entreprise. La première expérimentation a été menée avec l'Hôtel Terrou-Bi de Dakar et un groupe de 30 apprentis dans les métiers de la réception, du service en salle...

Aujourd'hui plus de 160 entreprises et 1 360 apprentis bénéficient de ce dispositif. Il n'y a d'ailleurs rien d'étonnant à cela puisqu'au Sénégal lorsqu'un jeune ne réussit pas à l'école, on lui conseille d'aller voir son oncle menuisier, mécanicien... car c'est auprès de lui qu'il pourra apprendre un métier. Nous n'avons donc fait qu'institutionnaliser une tradition.

La formation professionnelle et l'apprentissage rentrent donc dans les mœurs de la société ?

Oui. Pour vous donner un exemple, nous avons créé des cursus qualifiants de courte durée, les certificats de spécialité, qui procurent en six mois les compétences pratiques nécessaires à l'exercice d'un métier dans onze secteurs clés. Pour celui dédié à l'installation de panneaux solaires, alors que nous ne proposons que 20 places pour chaque session, nous recevons entre 800 et 1 200 candidatures à chaque fois ! Nous relevons donc l'un des défis auxquels nous étions confrontés, et qui est sensiblement le même en France : faire en sorte que les jeunes n'appréhendent plus la formation professionnelle comme un échec. Des diplômés du supérieur suivent désormais nos cursus et acceptent d'être formés avec des jeunes qui n'ont même pas le brevet, car ils savent qu'ils trouveront ensuite facilement un travail. Le regard de la société sénégalaise sur la formation professionnelle et l'apprentissage est en train d'évoluer !

«

Nous relevons l'un de nos défis : faire en sorte que les jeunes n'appréhendent plus la formation professionnelle comme un échec

Comment faites-vous le lien entre développement économique et formation professionnelle ?

Le Sénégal est résolument tourné vers l'émergence. Nous avons ainsi réussi à relancer l'agriculture, avec une production de riz, d'arachides ou d'oignons en constante augmentation. Mais, ces produits ne devraient pas sortir du Sénégal sans être transformés, sinon ce sont aussi des emplois que nous exportons. Pour cela, nous devons accompagner les jeunes, notamment ceux issus des zones rurales, pour qu'ils puissent créer leur structure afin que le Sénégal ne demeure pas seulement un pays exportateur de matière première. Nous devons aussi accompagner les artisans pour leur permettre de sortir d'une logique d'atelier de quartier pour aller vers celle d'une petite entreprise. Il faut donc que celles et ceux qui disposent d'un savoir-faire puissent développer leur projet. Au sein du pôle de développement économique de Dakar, à côté des quatre centres d'enseignement spécialisés, nous avons ainsi implanté une structure dédiée à l'entrepreneuriat, qui dispense des formations en management, en gestion... et offre un service d'information. C'est aussi un incubateur où les entrepreneurs bénéficient d'un accompagnement spécifique et de matériels durant deux ans.

Quels sont les premiers résultats de cette politique ?

Nous avons quasiment doublé les effectifs d'apprenants et nous projetons de former 52 000 personnes en 2018. Grâce notamment à la livraison d'une vingtaine de centres de formation, implantés dans les sept pôles de développement économique et dédiés aux besoins locaux : l'industrie à Dakar ; l'hôtellerie et la restauration sur la Petite Côte ; le machinisme agricole au Nord alors qu'il est ici coutume de dire que là-bas tous les tracteurs sont en panne. Grâce aussi aux Instituts supérieurs d'enseignement professionnel, mis en place par le ministère de l'Enseignement supérieur, qui vont créer un continuum avec nos diplômés au-delà du BTS. Cela permettra certainement d'atteindre l'objectif fixé par Macky Sall : accueillir 30 % des sortants du cycle fondamental dans un cursus professionnel !

Propos recueillis par Yvan Boude,
rédacteur en chef du *Cnam mag'*

► | Alternance | Emploi | Formation

Le dernier Cnam mag'

LE CNAM MAG' #9

Société numérique, société inclusive ?

1 mai 2018

✚ [Retrouvez tous les numéros](#)

Mamadou Talla

Découvrez la biographie du ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, sur le site du Gouvernement du Sénégal.

L'auteur

Yvan Boude,
rédacteur en chef du *Cnam mag'*
+ [tous ses articles](#)



<http://blog.cnam.fr/travail/formation-professionnelle/le-regard-de-la-societe-senegalaise-sur-la-formation-professionnell>